

# Consultations prébudgétaires pour le budget fédéral 2023

Commentaires du Mouvement Desjardins

Octobre 2022



---

## RECOMMANDATIONS

**Recommandation 1 :** Que le gouvernement fédéral atténue les impacts de l'inflation, notamment par le biais de mesures qui incitent les entreprises à investir. Lorsque les conditions seront appropriées, le gouvernement devrait considérer la mise en œuvre de plans de relance économique pour lancer un nouveau cycle économique plus équitable et durable, orienté vers l'accroissement de la productivité, la hausse de l'offre d'habitation et l'accélération de la transition énergétique.

**Recommandation 2 :** Que le gouvernement fédéral travaille en collaboration avec les provinces et les secteurs public et privé dans le but de mettre en œuvre des initiatives innovantes pour répondre aux besoins du secteur de l'habitation, et particulièrement dans un contexte de hausse marquée de l'inflation et des taux d'intérêt.

**Recommandation 3 :** Que le gouvernement inclue les recommandations de la coalition Un Canada résistant au climat (*Climat Proof Canada*) dans la Stratégie nationale d'adaptation au climat du Canada.

**Recommandation 4 :** Que les mesures appropriées soient mises en place pour exiger la divulgation complète dans les rapports financiers des entreprises et des organisations canadiennes qui répondent aux critères établis de tous les risques climatiques et environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), comme recommandé par la TCFD.

**Recommandation 5 :** Que le gouvernement explore la manière dont pourrait éventuellement être appliqué le cadre du [Taskforce on Nature-related Financial Disclosures](#) (TNFD) pour les enjeux liés à la perte de biodiversité.

**Recommandation 6 :** Que le gouvernement privilégie l'adoption d'un cadre de gouvernance pancanadien par les entreprises et les gouvernements pour l'identification et l'authentification numérique sécurisée et exerce son leadership afin d'assurer l'alignement et l'arrimage entre les diverses initiatives en cours et à venir dans l'écosystème canadien.

**Recommandation 7 :** Que le gouvernement, en collaboration active avec le secteur privé, encourage l'adoption universelle d'un réseau pancanadien afin d'assurer l'interopérabilité de l'identification et l'authentification numérique sécurisée à travers le Canada et ses diverses sphères d'activités dans le but d'éviter l'exclusion de cas d'utilisation et ainsi maximiser les bénéfices à la population.

---

## INTRODUCTION

Le Mouvement Desjardins est le 1<sup>er</sup> groupe financier coopératif en Amérique et le 5<sup>e</sup> au monde. Nous desservons plus de 7,5 millions de membres et clients à travers le Canada. Notre position distincte parmi les grandes institutions financières canadiennes, ainsi que notre rôle d'acteur socioéconomique de première importance, nous permettent d'apporter une perspective différente sur les nombreux aspects de l'encadrement du secteur financier et sur diverses politiques publiques.

## COMMENTAIRES

### Inflation

Nous avons vu, au début de 2022, la conjugaison de divers facteurs qui ont entraîné la plus forte hausse de l'inflation en 40 ans, qui a mené à une hausse de taux d'intérêt. Cela est particulièrement pénible pour le consommateur canadien moyen, qui dépensera davantage tant pour ses biens de consommation de base que pour rembourser ses prêts. Ce sont les ménages à faible revenu qui subissent plus sévèrement les contrecoups de la hausse des prix de l'essence, de l'épicerie, du loyer et des services publics. Le fait que la population canadienne compte parmi les plus endettées du monde<sup>1</sup> ne fait qu'aggraver la situation.

Bien que les prévisions demeurent teintées d'une grande incertitude, l'inflation élevée et son incidence portent à estimer qu'un scénario d'« atterrissage en douceur » est peu probable. L'économie canadienne, comme plusieurs autres, devrait en fait basculer en légère récession au premier semestre de 2023<sup>2</sup>. Ceci constitue un passage obligé pour réduire certains des déséquilibres qui alimentent actuellement l'inflation. Une récession en 2023 n'est pas une bonne nouvelle, mais elle devrait aider à éviter un scénario encore plus douloureux, tout en étant susceptible de jeter les bases d'une croissance plus forte en 2024, accompagnée d'une inflation plus faible et plus stable.

Dans le cas d'une récession confirmée et d'une baisse de l'inflation, une hausse des dépenses publiques serait envisageable et justifiée. L'amélioration spectaculaire des soldes budgétaires depuis 2020 offrirait au gouvernement la marge de manœuvre pour mettre en place des mesures de relance économique, qui devraient être orientées vers l'accroissement de la productivité, la hausse de l'offre d'habitation et l'accélération de la transition énergétique, pour jeter les assises d'un nouveau cycle économique plus équitable et plus durable.

---

<sup>1</sup> <https://data.oecd.org/hha/household-debt.htm>

<sup>2</sup> <https://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv220825-f.pdf>

---

## Habitation

L'inflation vient se jumeler à un contexte déjà défavorable à l'accès à la propriété et à un logement abordable et de qualité pour de nombreux Canadiens. Rappelons que les hausses importantes de prix des dernières années, causées notamment par une surenchère et de faibles taux d'intérêt, sont venues compromettre fortement l'abordabilité pour les personnes à faible et moyen revenu. L'augmentation marquée des coûts de financement causée par les récentes hausses des taux d'intérêt vient également nuire à l'accès à la propriété et au logement, même si les prix devraient baisser à court terme et la surenchère s'atténuer.

En effet, les prévisions des économistes de Desjardins indiquent une baisse des prix d'environ 15 % à la fin de 2023, ceux-ci devraient encore être environ 30 % plus élevés qu'ils ne l'étaient à la fin de 2019. De plus, l'amélioration de l'abordabilité sera limitée par la faible offre de logements, exacerbée par la croissance démographique du Canada, qui est la plus rapide du G7.

Le gouvernement fédéral a déjà fait preuve d'innovation et de collaboration avec les provinces et les secteurs public et privé<sup>3</sup>. Nous l'encourageons à continuer de sortir des sentiers battus et de poursuivre la collaboration et les partenariats avec les provinces et les secteurs public et privé pour répondre aux besoins du secteur de l'habitation.

## Stratégie nationale d'adaptation

Partout au Canada et dans le monde, les changements climatiques contribuent à l'aggravation des phénomènes météorologiques violents et des catastrophes naturelles. Pour relever ces défis, nous sommes heureux que le gouvernement fédéral se soit engagé à élaborer la première Stratégie nationale d'adaptation au climat du Canada et nous attendons avec hâte sa publication à l'automne 2022.

Desjardins soutient l'élaboration par la coalition [Un Canada résistant au climat](#) d'un cadre de recommandation pour la Stratégie nationale d'adaptation et de plans de mise en œuvre complets pour faire face au risque de catastrophes climatiques aiguës. En bref, la stratégie doit se concentrer sur la reprise après sinistre, les risques (identification, communication et réduction) et inciter les individus à agir. Elle doit fixer des objectifs, des résultats et des cibles clairs qui galvanisent et concentrent l'action dans les secteurs public et privé et dans la société civile.

---

<sup>3</sup>

[http://www.habitation.gouv.qc.ca/medias/communiqués\\_de\\_presse/communiqué\\_de\\_presse/article/detail/detail/1\\_500\\_logements\\_abordables\\_seront\\_construits\\_ou\\_acquis\\_et\\_renovés\\_au\\_quebec\\_grâce\\_à\\_un\\_regroupement.html](http://www.habitation.gouv.qc.ca/medias/communiqués_de_presse/communiqué_de_presse/article/detail/detail/1_500_logements_abordables_seront_construits_ou_acquis_et_renovés_au_quebec_grâce_à_un_regroupement.html)

---

## Finance durable et divulgation ESG

Il est primordial d'adopter une approche holistique de notre système financier, économique et réglementaire afin d'assurer la stabilité et la fiabilité d'un marché financier durable et efficace au Canada. Ceci renforcera la confiance des investisseurs, contribuera à la résilience du secteur financier canadien et protégera la solidité économique à long terme du Canada.

Les marchés financiers ont besoin d'informations claires, complètes et de qualité sur les impacts du changement climatique. Cela inclut les risques et les opportunités présentés par la hausse des températures, les politiques liées au climat et les technologies émergentes. Le Canada peut se positionner comme leader mondial en matière d'ESG et de divulgation sur le climat avec une approche universelle qui considère le risque climatique avec une rigueur crédible.

Le Mouvement Desjardins est en faveur de la divulgation complète et obligatoire dans les rapports financiers de tous les risques climatiques et environnementaux, sociaux et de gouvernance des entreprises et des organisations canadiennes qui répondent aux critères clairs et appropriés. Pour ce faire, une approche séquentielle est recommandée avec une période de transition adéquate. Nous suggérons que le gouvernement considère cibler les entités cotées en bourse avec des valeurs d'entreprise importantes et qui ont typiquement un niveau d'expertise et de capacité plus élevé en matière de divulgations liées au climat à déclarer en premier, suivies des entités privées et/ou plus petites.

Il est essentiel aussi de sensibiliser et d'accompagner les PME dès que possible afin qu'elles puissent intégrer les risques et les occasions d'affaires découlant de l'intégration des facteurs ESG et du risque climatique.

Le Conseil de stabilité financière a créé le groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD) pour améliorer et accroître la communication d'informations financières liées au climat. Nous encourageons le gouvernement du Canada à reconnaître ces travaux et à mettre en œuvre leurs recommandations.

## Protection de la biodiversité et COP15

La Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP15) qui se déroulera à Montréal en décembre 2022 est une formidable opportunité pour le Canada de faire preuve de leadership dans la protection de la biodiversité et sa prise en considération lors de la prise de décisions économiques et financières.

Nous comptons sur des écosystèmes complexes pour nous assurer d'avoir accès à la nourriture, à l'eau et à un toit, et pour réguler le climat et la production d'oxygène. Pourtant, la biodiversité a longtemps été un facteur négligé dans la discussion ESG.



La perte de biodiversité peut affecter l'économie dans son ensemble. Plus de 50 % du PIB mondial est influencé par la biodiversité ou dépend de celle-ci, et les entreprises de différents secteurs dépendent de tous les aspects de la nature pour produire des biens et des services et prospérer. Ceci est particulièrement vital puisque le Rapport sur les risques mondiaux 2022 du Forum économique mondial indique que la perte de biodiversité est l'une des trois principales menaces auxquelles l'humanité sera confrontée au cours des 10 prochaines années<sup>4</sup>. Moody's a découvert que près de 40 % des grandes entreprises cotées en bourse sont directement responsables de la perte d'habitat<sup>5</sup>.

En tant que pays où se tiendra cette convention capitale et en tant que nation fière de ses vastes ressources naturelles, le Canada doit montrer l'exemple. Tout comme les portefeuilles sont désormais qualifiés comme étant « alignés sur Paris » lorsqu'ils s'alignent sur la science du changement climatique et l'accord historique de Paris, nous espérons que nous pourrions fièrement parler de « portefeuilles alignés sur Montréal » à l'avenir pour désigner des portefeuilles alignés sur un objectif ambitieux et un cadre mondial de la biodiversité fondé sur la science.

À l'image de ce qu'une divulgation selon le cadre du TCFD pourra nous apporter comme information sur le climat, nous encourageons le gouvernement du Canada à explorer la manière dont pourrait éventuellement être appliqué le cadre du [Taskforce on Nature-related Financial Disclosures](#) (TNFD) pour les enjeux liés à la perte de biodiversité.

## Identification et authentification numériques sécurisées pour les Canadiens

Le Mouvement Desjardins est membre du [Conseil stratégique des DPI](#) (CIO Strategy Council) et du [Conseil canadien d'identification et d'authentification numériques](#), connu sous le nom de CCIAN (DIACC). Ces organisations collaborent à développer un cadre de gouvernance canadien assorti de règles et standards reconnus pour l'identité numérique qui permettra aux Canadiens de participer pleinement et en toute sécurité à l'économie numérique mondiale. L'objectif est d'établir un écosystème numérique robuste, sécurisé, évolutif, inclusif, respectueux de la vie privée, et centré sur l'individu afin de le mettre en contrôle de ses données personnelles.

---

<sup>4</sup> <https://unfccc.int/fr/news/le-forum-economique-mondial-place-le-climat-en-tete-dans-son-rapport-sur-les-risques-mondiaux-2022>

<sup>5</sup> <https://www.businesswire.com/news/home/20210526005623/en/Moody%E2%80%99s-ESG-Solutions-Over-One-Third-of-Companies-Are-Associated-With-Habitat-Loss>

Les avantages sont nombreux : améliorer la sécurité et la confidentialité des renseignements personnels, réduire les coûts pour les consommateurs, les entreprises et les gouvernements, améliorer la prestation des services et stimuler la croissance du PIB. Afin de réaliser les bénéfices et les économies prévues, il est essentiel que la collaboration prime sur la compétition et aboutisse à l'interopérabilité entre les juridictions, ainsi qu'entre les secteurs public et privé, incluant les diverses industries.

C'est avec plaisir que nous traiterons davantage en profondeur les thèmes abordés dans le présent mémoire et continuerons de participer activement aux consultations sur les sujets et secteurs d'intérêt pour le Mouvement Desjardins et ses 7,5 millions de membres et clients à travers le Canada.

\*\*\*

